

**CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIF AU RÉSEAU DE BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES
ÉLECTRIQUES ET HYBRIDES RECHARGEABLES ENTRE LE SYNDICAT AUDOIS D'ÉNERGIES
ET LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**

Entre

D'une part,

Le Syndicat Mixte Ouvert Audois d'Énergies (SYADEN), représenté par son Président, Régis BANQUET, sis 15 rue Barbès CS 20073, 11890 Carcassonne Cedex,
Désigné ci-après « le SYADEN »,

Et d'autre part,

La commune de Lézignan-Corbières représentée par Monsieur Gérard FORCADA, Maire, autorisé par la délibération n° 2022- ... en date du ..., sise Cours de la République à Lézignan-Corbières,
Désigné ci-après « la commune »

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2224-37

Vu les statuts du SYADEN, notamment son article 5.6

Vu le plan de financement prévisionnel du projet sur l'installation et les règles de participations des collectivités ou de leurs groupements, adoptées par délibération du comité syndical du SYADEN en date du 12 mars 2015,

Vu la coordination par le SYADEN du groupement de commandes régional REVEO pour l'achat et l'exploitation des bornes de recharge (IRVE) notifié le 17 décembre 2019 à l'entreprise Bouygues Energies et Services,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Préambule

Fort d'une politique nationale volontariste dans le domaine de l'électromobilité et du développement actuels de technologies assurant une plus grande autonomie énergétique des véhicules électriques, le SYADEN et la commune s'inscrivent dans cette dynamique en s'engageant dans le déploiement des infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides sur le territoire de l'Aude.

La mobilité électrique est non seulement une réponse écologique à l'amélioration de la qualité de l'air mais également une réponse stratégique et économique au besoin d'indépendance énergétique face à la tension sur les énergies fossiles.

Dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir, l'Etat soutient les collectivités pour déployer des infrastructures de recharge, mailler le territoire et inciter les usagers à privilégier les véhicules décarbonés ou peu émetteurs de polluants.

Cet aménagement suppose de confier la responsabilité du projet à des structures compétentes, départementales ou interdépartementales, dans la perspective de favoriser un aménagement cohérent du territoire, une gestion équilibrée du réseau électrique ainsi qu'une gestion harmonisée du service.

Statutairement compétent pour assurer le déploiement et l'exploitation des bornes de recharge, le SYADEN est responsable de l'installation et de la gestion de ce service pour le compte de ses collectivités et EPCI membres, dans le cadre d'un transfert de compétence optionnelle.

Afin de faciliter l'accès de l'utilisateur au service public de l'électromobilité et l'interopérabilité entre les réseaux de bornes de charge, le SYADEN s'est associé à 8 autres syndicats départementaux d'énergies de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, ainsi qu'aux Métropoles de Toulouse et de Montpellier, pour coordonner un achat groupé de fourniture et installation de bornes, exploitation et supervision du service.

Article 1^{er} – Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'exécution du partenariat entre le SYADEN et la commune sur ses aspects financiers et sur le suivi du déploiement du projet.

Ainsi, elle définit les modalités et les échéanciers de versement de la participation financière de la commune, relatifs aux investissements permettant de déployer le réseau IRVE visé par le Schéma départemental.

Elle a, également, pour objet de fixer les modalités de contribution par la commune aux charges de structure du budget annexe IRVE du SYADEN, notamment les modalités de versement de ces contributions.

De plus, la présente convention a pour objet de déterminer les modalités de suivi de déploiement du réseau par le SYADEN ainsi que la transmission de données à la commune et la manière dont sera élaboré et mis en œuvre le plan de communication du projet.

Enfin, la présente convention consacre l'engagement de participation de la commune au financement du réseau IRVE audois dont la maîtrise d'ouvrage a été transférée au SYADEN.

Article 2 – Durée

La présente convention est établie pour la période liée au transfert de compétence infrastructures de charge au SYADEN, étant précisé que les appels à contribution sur le financement de l'investissement des IRVE s'exécuteront à compter de la mise en service des installations.

Cette convention cesse de produire ses effets d'un commun accord à l'issue de la période du transfert de compétence.

Article 3 – Présentation détaillée du projet

Le Syndicat Audois d'Énergies, en sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie électrique dans le département de l'Aude a adopté, le 10 décembre 2014, en partenariat avec les territoires audois, le schéma départemental de déploiement des infrastructures publiques de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeable.

La première phase de déploiement suivant le schéma départemental de 2014 a donné lieu à un déploiement de 137 bornes publiques de recharge, selon les axes privilégiés (tourisme ; domicile-travail, parkings publics...). Avec l'augmentation du parc de véhicules électrique ou hybride ainsi que les demandes fortes de nos collectivités impliquent de continuer le déploiement de notre réseau de borne sur notre département, pour cela il est prévu l'implantation de XX borne(s) sont prévue(s) sur la commune de ou sur le territoire de XX.

Inscrit dans le réseau régional « REVEO », le réseau de bornes du SYADEN bénéficiera des avantages liés à l'interopérabilité du service dans la grande région Occitanie – Pyrénées – Méditerranée.

REVEO est un service public payant présent à ce jour dans 10 départements de la Région dont les 2 territoires des Métropoles de Montpellier et Toulouse.

La collectivité partenaire bénéficiera gratuitement d'un badge et d'un an d'abonnement aux infrastructures REVEO pour répondre aux besoins de ses propres services.

Article 4 – Contribution aux investissements de déploiement du réseau IRVE

4.1 – Dépenses d'investissement

Les investissements seront exclusivement portés sous maîtrise d'ouvrage du SYADEN. Les dépenses d'investissements éligibles à la participation financière de la communauté (ou commune) sont celles correspondant aux dépenses de déploiement des infrastructures IRVE bénéficiant d'une supervision technique sur le périmètre de la communauté (commune). Les postes de dépenses suivants sont concernés : études pour travaux, fourniture, installation et mise en service de la supervision technique de la borne et raccordement électrique.

4.2 – Engagement de financement de la Communauté (ou commune)

la Communauté (ou commune) s'engage à participer à l'effort d'investissement porté par le SYADEN pour l'aménagement du réseau IRVE, à compter de la mise en service de l'installation. Cette participation forfaitisée à **3500€ H.T par borne**, quel que soit le modèle borne installée, sera versée sur les coordonnées bancaires figurant en Annexe 1.

4.3 – Modalités de versement du cofinancement à verser par la communauté (ou commune)

Le versement de ce cofinancement s'effectuera par virement administratif après émission par le SYADEN du titre de recette correspondant.

4.5 – Modalités de comptabilisation du cofinancement à verser par la communauté (ou commune)

Les participations financières de la communauté (ou commune) versées au SYADEN constituent des subventions d'équipement. Dans la mesure où ces subventions d'équipement sont spécifiquement affectées à la réalisation du programme d'investissement pour le réseau de bornes audois porté par le SYADEN, la communauté (ou commune) pourra inscrire la participation financière prévue à la présente convention dans ses dépenses d'investissement, au compte 204... (« Subventions d'équipement versées »). Cette subvention devra être amortie sur la base des durées maximales fixées par la réglementation budgétaire.

Les participations financières versées par la communauté (ou commune) au SYADEN sont considérées comme des subventions d'équipement et ne sont, de ce fait, pas assujetties à TVA.

Les participations financières versées par la communauté (ou commune) au SYADEN au titre du financement seront entièrement et exclusivement affectées au budget annexe « IRVE » du SYADEN.

Article 5 – Cotisation liées aux charges de structure et d'exploitation du réseau IRVE

Conformément aux modalités de transfert de la compétence « infrastructures de charge » et aux statuts du SYADEN, la communauté (ou commune) s'engage, par la signature de la présente convention financière, à verser au SYADEN la cotisation suivante, en sus des participations financières au titre des investissements visés à l'article 4 :

- Une cotisation annuelle destinée à couvrir les charges liées à la mise en œuvre de ce service sera versée au fonctionnement du budget annexe IRVE. Ceux-ci correspondent en particulier aux charges de personnel, d'études et d'administration générale du SYADEN, de communication au titre du budget annexe « IRVE » ainsi que des frais externalisés de supervision technique, d'exploitation du service, d'interfaçage et d'interopérabilité, de communication et de gestion monétique, relevant d'un marché public passé avec un prestataire...
- Le montant de cette cotisation annuelle due par le groupement de collectivités ou la commune est 800 € (autres collectivités ou EPCI) pour chacune des bornes de son territoire.

Cette cotisation est due au prorata du nombre de mois restant à courir à compter du mois de mise en service de l'ouvrage. Par la suite, la cotisation sera appelée au cours de 1^{er} semestre de l'année en cours.

La cotisation maximale ci-dessus évoluera conformément aux délibérations du comité syndical au regard notamment de l'atteinte de l'équilibre économique du projet.

Article 6 - Révision contractuelle

Pour tenir compte de l'évolution des conditions juridiques, économiques et techniques et le cas échéant calendaires, d'exécution du projet IRVE ainsi que des événements extérieurs à la convention financière, mais de nature à en modifier les conditions de fonctionnement, les Parties conviennent qu'elles pourront revoir les termes de la présente convention et pourront procéder au réexamen des conditions financières dans les cas suivants :

- En cas d'évolution du périmètre et des compétences des EPCI ou communes

- En cas de révision des montants de subventions dédiées au projet,
- D'un commun accord entre les parties à la suite d'une demande formulée par l'une d'entre-elles.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux Parties.

Les Parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord, sur les modifications à apporter par avenant à la Convention.

À défaut d'accord entre les parties, les conditions de la présente convention s'appliquent.

Toute modification de la présente convention et de ses annexes fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 7 – Suivi du projet et désignation des correspondants techniques

Le SYADEN s'engage à rendre compte à la communauté (ou commune) de manière détaillée du suivi du déploiement du réseau IRVE sur le territoire audois à toutes les étapes et à lui transmettre les documents jugés opportuns sous format papier et/ou sous format numérique.

La communauté (ou commune) et le SYADEN désignent des correspondants techniques pour les représenter dans l'exécution de la présente convention.

- pour le SYADEN :
 - le Directeur : Arnaud TOURNIER,
 - la Directeur en charge des finances : Jérôme GARROS,
 - le Chargé de mission IRVE : Jérôme RABASA-PERRIN,
- pour la communauté (ou commune) : XXX

En cas de changement dans l'organisation des services du SYADEN ou de la communauté (ou commune), chacune des parties informera par courrier l'autre du nom et des coordonnées des nouveaux correspondants désignés.

Article 8 - Instances de suivi du projet IRVE audois

Plusieurs instances en place permettront un suivi optimisé intégrant l'ensemble des partenaires du projet.

- 1- Le comité syndical du SYADEN
- 2- La commission consultative paritaire énergie prévue par la loi sur la transition énergétique et réunissant le SYADEN et toutes les intercommunalités.
- 3- La commission thématique « Développement des Territoires »

Article 9 – Communication

Le projet de communication participe à la valorisation de la politique des partenaires et à leur volonté commune d'investir au plus près des besoins des territoires.

Ainsi, les partenaires audois concourent à organiser la communication autour du projet dans le cadre du rôle et de la responsabilité qui incombe à chacun d'entre eux.

En leur qualité de coordonnateurs facilitant la mise en œuvre du projet sur leurs territoires et de financeurs du réseau, les EPCI (ou communes) seront chargés de la diffusion des informations en faveur de l'électro-mobilité dans leurs territoires.

Porteur de la stratégie départementale et coordonnateur du projet régional IRVE REVEO Maître d'ouvrage du déploiement et financeur du projet, le SYADEN, en tant que maître d'ouvrage du projet sera quant à lui responsable de l'information liée aux investissements et travaux ainsi qu'à l'exploitation et la mise en service du réseau IRVE.

Ces différents partenaires s'engagent à faire connaître sur leurs principaux documents d'information, de communication ou dans leurs relations avec les médias, la participation et le rôle de chacun, dès le début et pendant toute la durée des opérations objets de la présente convention.

Ces différents partenaires s'engagent à faire connaître sur leurs principaux documents d'information, de communication ou dans leurs relations avec les médias, la participation et le rôle de chacun, dès le début et pendant toute la durée des opérations objets de la présente convention. Cela se traduit notamment par le positionnement des logos de tous les partenaires financeurs sur tous les supports de communication (magazine, dossier de presse, panneaux de chantier, annonces presse, carton d'invitations...). Les supports en question devront être validés par la collectivité. La collectivité s'engage à répondre dans un délai de 48h. Au-delà, le support sera réputé validé. Pour les manifestations (conférence de presse, visite de chantier, inauguration...), la collectivité, lorsque les manifestations en question se passeront sur son territoire, sera associée et représentée.

Article 10 – Résiliation

En cas d'inexécution par le SYADEN de tout ou partie de ses obligations, la présente convention pourra être résiliée par la communauté (ou commune). L'appréciation de la qualité des prestations est sans incidence sur leur exécution. En cas d'inexécution totale, le SYADEN n'aura pas droit à une indemnité.

Dans le cas où le SYADEN a rempli ses obligations nées de la présente convention, la résiliation par la communauté (ou commune) donne droit au SYADEN à une indemnité correspondant au montant du solde de l'ensemble des subventions prévues à la présente convention et restant à verser.

Article 11 – Litiges

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente.

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Carcassonne, le

Convention relative au financement du réseau IRVE de l'Aude

En double exemplaires originaux,

Pour la communauté (ou commune)

Le Président (ou le maire),

Pour le SYADEN,

Le Président,

XXXXXXXXXX

Régis BANQUET

Annexe 1 : Coordonnées bancaires du SYADEN

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

PAIERIE DEPARTEMENTALE
DE L' AUDE
RUE MOULIN DE SEIGNE
11855 CARCASSONNE CEDEX 9

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20220926-2022-149DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/09/2022

Publication : 03/10/2022

Le Maire, Gérard FORCADA



RIB : 30001 00257 C11200000000
IBAN : FR30 3000 1002 57C1 1200 0000 0074
BIC : BDFEFRPPCCT